

Article 1 : Objet et champs d'application

CF2P N-A désigne un organisme de formation professionnelle dont le siège social est situé au 14 rue Condorcet – Bâtiment A – 33155 CENON Cedex.

CF2P N-A met en place et dispense des formations professionnelles continues INTER et INTRA en Aquitaine.

Les présentes conditions générales de vente (CGV) déterminent les conditions applicables aux prestations de formation effectuées par CF2P N-A pour le compte d'un client.

Toute inscription auprès de CF2P N-A implique l'acceptation sans réserve du demandeur d'emploi des présentes CGV.

Ces CGV prévalent sur tout autre document du demandeur d'emploi en particulier toutes conditions générales d'achat.

CF2P N-A se réserve la possibilité de modifier les présentes CGV à tout moment par la publication d'une nouvelle version sur son site Internet/par mail au client. Les CGV applicables seront alors celles en vigueur à la date d'entrée en formation du stagiaire.

Article 2 : Modalités de paiement

CF2P s'engage à fournir à tout client qui le demande un devis.

Les prix sont indiqués nets de taxe (CF2P Nouvelle-Aquitaine est exonérée de TVA – Art. 261.4.4 a du CGI).

Le paiement sera effectué par pôle emploi.

Les frais de restauration et d'hébergement restent à la charge du participant

Article 3 : Délai de rétractation

Conformément aux dispositions du code du travail (article L.6353-5 du Code du travail), le stagiaire est en droit de se rétracter, par courrier recommandé avec accusé de réception, dans un délais de 10 jours à compter de la signature de la convention.

Ce délais est porté à 14 jours à compter de la signature du contrat, dans le cas d'un contrat conclu à distance, à la suite d'un démarche téléphonique ou hors établissement (article L.221-18 du Code de la consommation). Dans ce cas, le stagiaire pourra utiliser tout moyen (déclaration sur papier libre) y compris le formulaire de rétractation annexé aux présentes conditions générales.

Article 4 : Conditions d'annulation et de désistement

1) Annulation du fait du client :

- a) En dehors du délai légal de rétractation prévu à l'article 3 des présentes conditions générales, toute annulation devra être communiquée à CF2P par écrit.

2) Annulation du fait de CF2P N-A :

En cas d'inexécution de ses obligations suite à un évènement fortuit, un cas de force majeure, ou un nombre insuffisant de participants pour assurer le bon déroulement de la prestation, CF2P N-A ne pourra être tenu responsable de l'annulation de la formation à l'égard de ses clients.

Ces derniers seront informés par mail ou téléphone dans les plus brefs délais. Aucune indemnité ne sera versée au client en raison du report ou d'une annulation du fait de CF2P.

Article 5 : Programme de la formation

Chaque formation est conçue et animée par des intervenants qualifiés et spécialisés dans les domaines concernés. Hors dispositifs FEEBAT, GEAB/REAB ou QUALIT'Enr, l'intervenant, pourra s'il le juge nécessaire, modifier les contenus des formations suivant la dynamique de groupe ou le niveau des participants.

Les contenus de ces programmes sont donc fournis à titre indicatif. Le demandeur d'emploi ou pôle emploi reconnaît avoir préalablement à toute inscription pris connaissance du programme lui permettant de s'assurer que le contenu correspond à ses besoins, ainsi que du règlement intérieur.

Le participant est tenu de valider les prérequis nécessaires, en remplissant les tests de positionnement fournis avant ou à l'entrée en formation.

Article 6 : Propriété intellectuelle et droit d'auteur

Les supports de formation, quelle qu'en soit la forme (*papier, numérique, électronique, logiciels, brochures, outils, supports de cours...*) sont protégés par la propriété intellectuelle et le droit d'auteur. Leur reproduction partielle ou totale, ne peut être effectuée sans l'accord exprès et écrit de l'intervenant avec CF2P en copie pour information.

Le demandeur d'emploi ou pôle emploi s'engage à ne pas utiliser, transmettre, reproduire, diffuser par quelque moyen de communication que ce soit, tout ou partie de ces supports.

Article 7 : Démarche téléphonique

En application de l'art. L.121-34 du code de la consommation, nous vous informons que le demandeur d'emploi peut inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique BLOCTEL, en se rendant sur www.bloctel.gouv.fr

Article 8 : Informatique et libertés

Les informations à caractère personnel communiquées par le demandeur d'emploi à CF2P sont utiles pour le traitement de l'inscription, l'établissement des justificatifs ainsi qu'en cas d'audit ou de contrôle par les services de l'Administration.

Elles peuvent éventuellement servir à la constitution d'un fichier en vue de prospection commerciale mais uniquement par CF2P N-A.

Conformément à la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés, telle que modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004, et par le règlement Européen n°20116-.679, le demandeur d'emploi dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, et de portabilité des données le concernant, ainsi que du droit de s'opposer au traitement pour motif légitime, droits qu'il peut exercer en s'adressant au responsable de traitement à l'adresse postale du siège ou email suivant : dataprotectioncf2pna@orange.fr, en joignant un justificatif de son identité valide.

En cas de réclamation, le client peut contacter la Commission Nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Article 9 : Médiation des litiges de la consommation

Conformément aux dispositions du code de la consommation relatives au « processus de médiation des litiges de la consommation », le demandeur d'emploi peut recourir gratuitement au service de médiation dont CF2PNA relève. Le médiateur proposé est CM2C.

Le demandeur d'emploi peut dans un délai d'un an après la réclamation auprès de notre entreprise, soumettre le litige auprès de CM2C, par voie électronique sur cm2c.net ou par voie postale : Centre de la Médiation de la Consommation des conciliateurs de Justice – 14 Rue Saint Jean - 75017 PARIS

Article 10 : Règlement Intérieur

La validation d'un devis ou d'un bulletin d'inscription implique l'adhésion du demandeur d'emploi au règlement intérieur du centre de formation.

Conformément à l'article L6352-3 du code du Travail, le règlement intérieur s'impose à l'ensemble des stagiaires accueillis.

FORMULAIRE DE RETRACTATION POUR LES DEMANDEURS D'EMPLOIS

NOM et Prénom du stagiaire :

Adresse :

Je vous notifie par la présente ma rétractation du contrat portant mon inscription à la formation (n° session :) pour laquelle un devis a été validé le.....

Pour le motif suivant :
.....
.....
.....

Date et signature :